



Assemblée générale

Distr. générale
22 juillet 2016
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-troisième session

Point 1 de l'ordre du jour

Questions d'organisation et de procédure

Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme

Note du Secrétaire général

1. Conformément à sa résolution 5/1, le Conseil des droits de l'homme doit élire son Comité consultatif, composé de 18 experts siégeant à titre individuel et nommés par les États Membres de l'ONU à l'issue de consultations avec des institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile, au scrutin secret, sur la liste des candidats dont les noms auront été proposés conformément aux conditions arrêtées.
2. La répartition géographique des membres sera la suivante :
 - a) États d'Afrique : 5 ;
 - b) États d'Asie et du Pacifique : 5 ;
 - c) États d'Europe orientale : 2 ;
 - d) États d'Amérique latine et des Caraïbes : 3 ;
 - e) États d'Europe occidentale et autres États : 3.
3. À sa sixième session, le Conseil a adopté la décision 6/102 sur le suivi de sa résolution 5/1, dans laquelle sont énoncés les critères techniques et objectifs de présentation des candidatures. Ces critères sont les suivants :
 - a) Compétence et expérience reconnues dans le domaine des droits de l'homme ;
 - b) Haute moralité ;
 - c) Indépendance et impartialité.

GE.16-12671 (F) 180816 300816



* 1 6 1 2 6 7 1 *

Merci de recycler



4. Les lignes directrices que les États sont priés de prendre en considération concernant les critères techniques et objectifs de sélection de leurs candidats sont les suivantes :

a) Compétence et expérience :

i) Études universitaires dans le domaine des droits de l'homme ou dans des domaines connexes et/ou expérience directe ou indirecte du rôle de responsable ou d'organisateur dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux national, régional ou international ;

ii) Expérience appréciable (cinq ans au moins) et contributions personnelles dans le domaine des droits de l'homme ;

iii) Connaissance du système des Nations Unies et des mandats et politiques institutionnels ayant trait aux activités dans ce domaine, ainsi que des instruments, normes et disciplines relatifs aux droits de l'homme ; une bonne connaissance des différents systèmes juridiques et des différentes civilisations seraient souhaitables ;

iv) Maîtrise d'au moins une des langues officielles de l'ONU ;

v) Temps à consacrer aux travaux du Comité consultatif, pour concourir à son efficacité, tant en assistant à ses sessions qu'en menant à bien les activités prescrites entre les sessions ;

b) Haute moralité ;

c) Indépendance et impartialité : les personnes ayant de hautes responsabilités dans un gouvernement ou dans toute autre organisation ou entité qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts avec les responsabilités inhérentes au mandat seront écartées ; les membres élus au Comité siègeront à titre individuel ;

d) Autres considérations : le principe du non-cumul des mandats dans le domaine des droits de l'homme doit être respecté.

5. Lorsqu'il élira les membres du Comité consultatif, le Conseil devrait accorder l'attention voulue à l'équilibre entre les sexes et à une représentation appropriée des différentes civilisations et des différents systèmes juridiques.

6. À sa septième session, le Conseil des droits de l'homme a procédé à la première élection des 18 membres du Comité consultatif, dont 4 ont été élus pour un mandat d'un an, 7 pour un mandat de deux ans et 7 pour un mandat de trois ans.

7. À sa trente-troisième session, conformément à son programme de travail annuel, le Conseil des droits de l'homme procédera à des élections afin de pourvoir les sept sièges vacants du Comité consultatif. Parmi ces 7 sièges, 2 reviennent aux États d'Afrique, 2 aux États d'Asie et du Pacifique, 1 aux États d'Europe orientale, 1 aux États d'Amérique latine et des Caraïbes et 1 aux États d'Europe occidentale et autres États.

8. Conformément au paragraphe 71 de la résolution 5/1 du Conseil, la liste des candidats doit être close deux mois avant la date de l'élection et le secrétariat doit communiquer cette liste et les informations pertinentes aux États Membres et les rendre publiques au moins un mois avant l'élection.

9. Le 8 avril 2016, le secrétariat du Conseil des droits de l'homme a adressé une note verbale aux coordonnateurs régionaux concernés pour les encourager à présenter des candidats, et les a informés que la date limite de soumission des candidatures était le 13 juin 2016 ; cette date a été repoussée plusieurs fois par la suite.

10. Suite à cela, le secrétariat a reçu sept candidatures pour l'élection au Comité consultatif, de la part des gouvernements de l'Algérie, de la Chine, de l'Égypte, d'El Salvador, de la Fédération de Russie, de l'Inde, du Japon et de la Suisse.

11. On trouvera ci-dessous la liste des experts désignés comme candidats, dont les curriculum vitae sont joints en annexe*.

États d’Afrique

<i>État membre</i>	<i>Candidat(e) désigné(e)</i>
Algérie	Lazhari Bouzid
Égypte	Mona Omar

États d’Asie et du Pacifique

<i>État membre</i>	<i>Candidat désigné</i>
Chine	Xinsheng Liu
Inde	Ajai Malhotra
Japon	Kaoru Obata

États d’Europe orientale

<i>État membre</i>	<i>Candidat désigné</i>
Fédération de Russie	Mikhail Aleksandrovich Lebedev

États d’Amérique latine et des Caraïbes

<i>État membre</i>	<i>Candidate désignée</i>
El Salvador	Karla Hananía De Varela

États d’Europe occidentale et autres États

<i>État membre</i>	<i>Candidat désigné</i>
Suisse	Jean Ziegler

* L’annexe au présent document est distribuée telle qu’elle a été reçue, dans la langue originale seulement.

Annex*

Lazhari Bouzid (Algeria)

I – Studies and diplomas

1976	Law degree - Constantine University
1978	International law diploma- London University- Great Britain
1979	International law and international relations diploma - London University- Great Britain
1990	Ph. D - Glasgow University - Scotland - Great Britain.

II – Functions and missions

From January 1, 2009 to this day	Member of the human rights committee in Geneva on a proposal from the Algerian state (the committee is established by the International Covenant on Civil and Political Rights of 1966. The 1st term ended in 2012 and the 2nd term will take end during 2016).
March 2013	Member of the constitutional review commission by decision of President Abdelaziz Bouteflika.
2010-2012	Member of the senate culture committee.
2007-2010	Member of the senate foreign affairs committee.
April 2007	Appointed senator for the 3rd time by the President.
October 2006 to 4 January 2013	President of the Algerian-British parliamentary friendship committee.
December 2005	President of the National Liberation Front party commission to review the constitution, electoral laws and political parties (An ensuing report had been delivered to the President by the party's secretary general)
2004-2007	Member of the senate defence committee.
February 2004	Appointed senator for the 2nd time by the President.
2003-2004	Member of the committee in charge of preparation of the Presidential program in the 2004 presidential elections.
2001-2004	President of the senate economic and financial committee.
1998-2000	Member of the senate judicial and human rights committee.
December 1997	Appointed senator by the President.
1997	Advanced as Professor of Superior Studies.

* Curricula vitae are issued without formal editing.

1995	Member of the constitutional review commission (review of November 28, 1996).
From 1990 to this day	Licensed lawyer to the Supreme Court and State Council.
December 1979 to this day	University teacher of constitutional law, international law and human rights in Algerian universities (Mentouri University and Emir Abdelkader University).

III – Articles and publications

Various specialized contributions in Arabic and English in various national and international journals.

Various lectures in different seminars in Algeria and abroad.

Mona Omar (Egypt)

A public figure in the field of women Rights and a regionally renowned career diplomat, with extensive experience representing and coordinating issues of strategic interest on the international, regional and national levels. Lecturer and regular speaker at international and regional conferences and on all forms of media. Founder and active board member of a number of organizations aimed at addressing key socio-economic issues affecting Egyptian and African development

Current activities and professional membership

- *Founder & Board Member to variety of organisations:*

Established record of contribution and participation to a variety of social and economic organisations aimed at socio-economic development in Egypt, as well as the promotion of investments. Regular lecturer and commentator on strategic issues at a number of universities, organisations and media

- *Board member of “Egypt Foreign Affairs Council” ECFA*
- *Head of the Consultative Committee of” International Business and Professional Women “ Organization*
- *Founder of “Women of the Nile “ NGO*
- *Chairperson of “Salema for women empowerment”*
- *Founder & National Coordinator, “Who Loves Egypt?” Campaign, Egypt*
- *Founder & Vice President, Egyptian – African Economic Council, Egypt*
- *Founder & Board Member, “Ahl Misr”, Egypt*
- *Member of the Board of Trustees, Institute of Information and Communication Technology, EGYPT*
- *Member of a variety of organizations*

Work experience

- *Member of the Board of the “National Council of Women” and Head of the “International Relations Committee”. January 2016 – present.*

The National Council for Women is an independent institution, established in 2000 to advance the status of Women in Egypt through proposing matters of public policy on the development and empowerment of women; monitoring and evaluating the implementation of women-related policies; advising on draft laws and decisions pertaining to women prior to their submission to the competent authority; recommending draft laws and decisions on the advancement of women, and designing national programs and plans aiming at ensuring gender equality and women empowerment in Egypt.

Responsible for all International and Regional conventions and agreements dealing with women’s rights in particular and human rights in general.

Exchanging experiences with similar national councils all over the world.

Coordinating with international, continental and regional organizations, in all fields related to women empowerment and promotion and wellbeing.

Analyzing trends and best practices related to issues pertaining to gender equality and women empowerment in the political, economic, social, and cultural fields.

Presenting reports about potential fields of cooperation with Regional/International counterparts.

- *Secretary General, National Council for Women (NCW), 2013-2015*

Leading and managing an organization of approximately 400 employees with representation offices in all 27 of Egypt's governorates.

Overseeing programmes on the political, economic and social empowerment of women across Egypt. Programmes ensure the inclusion of women, generating awareness of women's issues and following up on implementation (e.g. NCW campaign on societal dialogue for the inclusion of women in the Egyptian constitution).

Impacting the development, implementation and enactment of gender sensitive policies programmes and regulations through engaging and coordinating with national legislators and policy-makers; as well as generating awareness through regular appearances in media and public lectures.

Liaising and coordinating the development and implementation of international standards and policies impacting women in Egypt through regular participation in international conferences, conventions, meetings and events. Follow up and report on progress at the national and international levels.

- *President of "Africa Center " at the British University in Egypt "BUE" 2014-present*

Presenting analysis and prospects of main events in the African Continent to Egypt political and economic leadership;

Consultant on African issues to the "Federation of Egyptian Investors".

Creating awareness at the "BUE" among students about the importance of consolidating relations with the rest of the African countries.

Organizing events with African leaders visiting Egypt.

Organizing workshops and seminars on various issues.

- *Author of a vast array of reports and studies related to Women's rights domain*
- *Presidential Envoy to Africa, By Appointment of the President, 2013*

Represented the Egyptian President to the Heads of State of a number of African countries and discussed Egyptian policies and standpoint on a number of issues ranging from regional to national security.

- *Career Diplomat, Ministry of Foreign Affairs, Cairo – Egypt, 1976-2013*

Established, developed and strengthened bi-lateral and multi-lateral relations with countries and international organizations across a number of geographies - with significant experience and specialization in the African continent. Experience ranges from the establishment of Egyptian embassies and representation offices in the immediate aftermath of the genocide in Rwanda and apartheid in South Africa; to founding and actively engaging in the steering committee of the NEPAD (The New Partnership for Africa's Development).

Facilitated the flow of investments to and from Egypt across a number of geographies, and promoted social, economic and cultural exchange with other

countries, through identifying and highlighting potential opportunities and establishing appropriate institutions (e.g. contributed to the establishment of the Egyptian – South African Business Council).

Negotiated and mediated with bi-lateral partners to address and resolve issues of mutual interest and concern, ranging from conflict resolution and nation building in Africa to specific crises such as the Danish cartoon crisis.

A recognized and active leader within the Ministry of Foreign Affairs, assumed a number of additional roles and responsibilities to official posts. These included, but were not limited to chairmanship of the Council of Assistants of Ministers of Foreign Affairs and chairmanship of the Diplomats Club during internal negotiations during the Egyptian revolution.

Participated and represented Egypt at a numerous international, regional, and national conferences and events.

Formal Posts include:

- Deputy Minister of Foreign Affairs for African Affairs, 2008-2013
- Ambassador of Egypt to South Africa, 2006-2008
- Ambassador of Egypt to Denmark, 2003-2006
- Assistant Deputy Minister of African Affairs for Bilateral Relations, 2000-2003
- Ambassador of Egypt to Rwanda, 1997-2000
- Deputy Head of Mission of the Egyptian Embassy to Ethiopia, 1995-1997
- Deputy Head of Mission of the Egyptian Embassy in South Africa, 1994-1995
- Head of the Egyptian Representation Office in South Africa, 1993-1994
- Councillor (political) at the Egyptian embassy in London 1988-1992
- Various posts in the ranks of the Egyptian Ministry of Foreign Affairs, 1976-1988

Education

Postgraduate Studies in Political Science, Faculty of Political Sciences and Economics, Cairo University, 1975-1976

Bachelor of Arts in Political Science, Faculty of Political Science and Economics, Cairo University, 1971-1975

Language skills

Arabic: Mother Tongue

English & French: Fluent (Written and Spoken)

Spanish & German: Fair (Written and Spoken)

Xinsheng Liu (China)

Work experience:

2012-2016	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the People's Republic of China to Cyprus (soon to retire)
2007-2011	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the People's Republic of China to Tanzania
2004-2007	Deputy Director General Department of External Security Affairs Ministry of Foreign Affairs People's Republic of China
2001-2004	Counselor, Department of International Organizations and Conferences Ministry of Foreign Affairs People's Republic of China
1996-2001	First Secretary, Counselor Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva and Other International Organizations in Switzerland
1992-1996	Second Secretary, Deputy Director, First Secretary Department of International Organizations and Conferences Ministry of Foreign Affairs People's Republic of China
1988-1992	Third Secretary, Second Secretary Permanent Mission of the People's Republic of China to the United Nations New York
1986-1988	Staff Member, Attach, Department of International Organizations and Conferences Ministry of Foreign Affairs People's Republic of China

Legal education experience:

- June 1987 – October 1987, visiting scholar, International Law, Summer Course of the UNITAR for Diplomats, The Hague, The Netherlands
- August 1985 – June 1986, visiting scholar, International Law and Development, Institute of Social Studies (ISS), The Hague, The Netherlands
- September 1983 – July 1986, student, master degree, international law, Faculty of Law, Peking University, China
- August 1979 – August 1983, student, bachelor degree, international law, Faculty of Law, Peking University, China

Social involvement:

- China International Law Society, member, since 1982. Board Member of the Society in 1987
- China Law Society, member, since 1983
- Western Returned Scholars Association, member, since 1992
- All China Lawyers Association, Honorary Board Member, 1994

Activities Involved relating to International Human Rights Protection:

July 1987----October 1987

Trainee, visiting staff
Department of International Protection
Head Office, UNHCR, Geneva

1989----2002

Member, Deputy Representative
Chinese delegation
Successive 13 sessions of the United Nations Commission on Human Rights
Geneva, Switzerland

August 1993

Member of the Chinese delegation
Vienna World Conference of Human Rights
Vienna, Austria

1996----2001

Representative of the Chinese government
United Nations Compensation Commission (UNCC)
United Nations Security Council
Geneva, Switzerland

1996----2001

Member of the Chinese Delegation
Various human rights treaty body conferences
Geneva, Switzerland

1996----2001

Chinese Representative
Drafting groups of the human rights treaties of torture,
disappearance, minority and indigenous people
United Nations Commission on Human Rights
Geneva, Switzerland

August 1998

Chinese Representative
United Nations Commission on Non-Government Organizations
United Nation, New York

March 1999

Member, Expert
1503 Communication Working Group
United Nations Commission on Human Rights
Geneva, Switzerland

1999----2000

Rapporteur, Member of the Bureau
Executive Committee of UNHCR
Geneva, Switzerland

2001----2002

Alternative Expert Member,
Committee on the Prevention of Discrimination and Protection of Minorities
United Nations Commission on Human Rights
Geneva, Switzerland

Researches Achievements relating to Law and Human Rights Protection:

- ‘Study on International Agreements and Third Party Liabilities’, essay for bachelor degree, July 1983
- ‘Legal Basis and Practisies of UN Peace Keeping Actions’, essay for master degree, July 1986
- ‘The Evolvement of the Refugee Concept in International Law’, Chinese Yearbook of International Law, edited by China International Law Society, Law Press, December 1988
- ‘State Sovereignty and International Protection for Refugees’, Chinese Yearbook of International Law, edited by China International Law Society, Law Press, December 1992
- ‘Anti-Racism and International Protection’, in ‘Peace, Justies and Law’, edited by Professor Zhou Zhonghai, China International Broadcasting Press, September 1993
- Chapter on ‘Residence under International Law’ in ‘International Law’, the higher education textbook, edited by Professor Wang Tieya, Law Press, September 1995
- Articles about human rights law in ‘International Law Section-China Law Dictionary’, edited by Professor Wang Tieya, China Public Prosecutor Press, May 1996
- Chapter Four ‘Constitutional Structure and Function of International Organization’ and Chapter Six ‘Privileges and Immunities of International Organization’ in the higher education textbook ‘The Law of International Organizations’, edited by Professor Rao Geping, Peking University Press, November 1996
- ‘People’s Republic of China and the UN Human Rights Committee’ in ‘Human Rights – Chinese & Canadian Perspective’, edited by Professor Bai Guimei, Law Press, March 1998
- Chapter 12 ‘International Protections on Human Rights’, in ‘International Law’, Textbook Series for 21st Century, edited by Professor Shao Jin, Peking University Press & Higher Education Press, July 2000

Ajai Malhotra (India)

Ajai Malhotra holds an M.A. in Economics from Delhi School of Economics, University of Delhi. He joined the Indian Foreign Service in 1977.

From 1979-1982, he handled India's ties with Kenya and Seychelles at the High Commission of India, Nairobi, also serving as the Focal Point for India to UNEP and UN-HABITAT. From 1982-1985, he was Second/First Secretary at the Embassy of India, Moscow. From 1985-1989, he was First Secretary (Political) at the Permanent Mission of India to the UN, Geneva, handling ILO, WHO, WIPO, and other UN agencies, representing India on the ILO Committee on Freedom of Association and participating in annual meetings of the UN Human Rights Commission.

From 1989-1993, he was initially Deputy Secretary (UN) at the Ministry of External Affairs, New Delhi, handling human rights and international environmental issues and later Director (UN), supervising all multilateral work of the Ministry, except disarmament. This included guiding processes leading to the ratification by India of the UN Convention on the Rights of the Child in 1992 and UN CEDAW in 1993, and the establishment of India's National Human Rights Commission.

He was Counsellor at Embassy of India, Moscow, from 1993-1996, returning to the Ministry of External Affairs as Director/OSD in 1996. As Joint Secretary in that Ministry from 1997-1999, he guided India's relations with the Russian Federation and Central and East European countries. From 1999-2003, he was Minister, Embassy of India, Washington DC, also serving from 2002-2003 as Chairman of the International Cotton Advisory Committee, Washington DC. From 2003-2005, he was India's Ambassador to Romania, concurrently accredited to Albania and Moldova.

From 2005-2009, he was Ambassador and Deputy Permanent Representative of India to the UN, New York. He participated in the negotiations leading to the setting up the UN Democracy Fund, the UN Peacebuilding Commission and the UN Human Rights Council. He was India's Ambassador to Kuwait from 2009-2011 and the Russian Federation from 2011-2013, prior to retiring on November 30, 2013, after 37 years of distinguished service.

Ambassador Malhotra has been on the Indian team negotiating issues such as biological diversity, climate change, desertification, education, energy, forestry, health, human rights, human settlements, intellectual property rights, international law, labour rights, ozone depletion, sustainable development, international trade, etc. He has participated in meetings ranging from the 1st UN Conference on New and Renewable Sources of Energy (Nairobi; 1981) and UNEP Session of a Special Character: Ten Years after Stockholm (Nairobi; 1982) to the Diplomatic Conference on the Intellectual Property of Integrated Circuits (Washington DC; 1989) and UN Conference on Environment and Development (Rio de Janeiro; 1992); from the WTO Summit (Seattle; 1999) to numerous meetings of the World Health Assembly, WIPO Assembly, International Labour Conference, and UN Human Rights Commission; from UN General Assembly and ECOSOC sessions (2005-2009) to NAM, G77 and Commonwealth Summits (1989-1993 and 2005-2009); from UNEP Governing Council sessions to UNESCO and UN Democracy Fund meetings.

He has contributed to the evolution of the concept of 'common concern of humankind' and written on issues such as the rights of future generations. In 2004, he was awarded an Honorary Doctorate by Western University of Arad, Romania, in recognition of his work in support of environmental causes and human development.

He is presently Independent Director of the Oil and Natural Gas Corporation Ltd (ONGC), Chairman and Managing Trustee of CHIKITSA and SHIKSHA, which provide free primary health care and education/vocational training respectively to the underprivileged, Chairman of the NAB India Centre for Blind Women & Disability Studies, Chairman of the Nehru Trust for the Indian Collections at the Victoria & Albert Museum, and Distinguished Fellow and Senior Adviser on Climate Change at The Energy and Resources Institute (TERI).

Kaoru Obata (Japan)

Current academic appointment

2002-Present Professor of International Law, Graduate School of Law, Nagoya University

Current university academic appointments

2011-2013 Vice Dean, Graduate School of Law
 2011-2013 Member of the Education and Research Council
 2014-Present Director of the Center for Asian Legal Exchange

Course currently taught

International Law, International Law Seminar, International Law of Human Rights, Ph.D. Supervision

Previous academic appointments

Kobe University of Mercantile Marine, JAPAN
 Lecturer, then Associate Professor of Law, 1987-1993
 Faculty of Law, Kanazawa University, JAPAN
 Associate Professor of International Law, 1993-1997
 School of Law, Nagoya University, JAPAN
 Associate Professor of International Law, 1997-2002

Legal consulting activities

1999 Advocate for the Japanese Government in the Southern Bluefin Tuna Cases, Requests for Provisional Measures

Education

LL.M. Kyoto University, 1984
 LL.D. Kyoto University, 2016

National academic services

2006-Present Member of the Council, Japanese Association of International Human Rights Law
 2008-Present Member of the Council, Japanese Association of World Law
 2016-Present Member of the Council, Japanese Society of International Law

International academic service

2006-2012 Member of the Committee on Rights of Indigenous Peoples, International Law Association
 2015-Present Member of the Study Group on Individual Responsibility in International Law, International Law Association

Publications

Continuous editorship:

Journal

Editor-in-Chief, Yearbook of World Law (Japanese Association of World Law) 2014-Present

Editor-in-Chief, Human Rights International (Japanese Association of International Human Rights Law) 2006-2009, 2012-2015

Member of the Editorial Board, Horitsu Jiho (Law Journal, Nihon Hyoron Sha), 2012-2014

Member of the Editorial Board, Journal of International Law and Diplomacy (Japanese Society of International Law) 2001-2007

Materials

“Review of Japanese Courts’ Decisions relating to International Law (1)-(10)”, Journal of International Law and Diplomacy, 2007-Present

Books:

Constitutionalization of the European Human Rights Law; A Critical Study in a Process of International Law (Shinzansha, 2014), xxxvii+536+xii pp. (in Japanese)

Basic Documents of International Law 2016 (Toshindo, 2016) (co-editor) (in Japanese)

International Organizations, 4th ed. (Sekai Shiso Sha, 2009) (co-editor) (in Japanese)

Essential Cases of the European Court of Human Rights (Sinzansha, 2008) (co-editor) (in Japanese)

International Law, 5th ed. (Yuhikaku, 2007) (co-author) (in Japanese)

Law School Casebook International Human Rights (Nihon Hyoron Sha, 2006) (co-author) (in Japanese)

International Instruments on Human Rights, 3rd ed. (Toshindo, 2005) (co-editor) (in Japanese)

Journal Articles and Chapters of Books:

“‘International Human Rights’ and ‘National Human Rights’ in the Globalization; Their Different Origins and Convergence / Tension in Recent Years”, Horitsu Jiho (Law Journal), Vol. 88, No. 4 (2016), pp. 86-91 (in Japanese)

“Perspectives on and Challenges for the Regional Constitutionalization in East Asia”, Asian Law Bulletin, No. 1, forthcoming (in Japanese)

“Restructuring the Framework of the Modern International / National Legal Orders in Globalized World; A Reflection Developed through Kadi I case before ECJ”, in: Yuki Asano et al. (eds.), Globalization and Restructuring of the Relationship between the Public and Private Laws (Kobundo, 2015), pp. 129-145 (in Japanese)

“The European Human Rights System beyond Europe: Interaction with Asia”, Journal für Rechtspolitik, 23, 36-43 (2015)

“A Critique of the Theories of Justice in the Sphere of Refugee and Migration Law: In the Light of the “Right to Live Somewhere on the Earth”, Yearbook of World Law, No. 34 (2015), pp. 111-131 (in Japanese)

“Bottleneck for the Immigration Policy and 2009 Amendments to Immigration Act”, Toshi Mondai (Urban Problems), No. 105 (2014) pp. 61-68 (in Japanese)

“State-to-State Dispute Settlements in International Investment Agreements”, RIETI Discussion Paper Series 14-J-005 (2014), 26 pp. (in Japanese)

“The Concept of ‘Rights’ and Assessment Techniques in Human Rights Treaty Bodies” Comparative Law Journal, No.75 (2013), pp. 221-227 (in Japanese)

“Universal Periodic Review: Its Possibilities and Limits in Context”, in: Proceedings of the International Study Meeting: Possibilities and Limitations of the Universal Periodic Review (UPR) of the United Nations Human Rights Council, 2 April 2012, Tokyo, Japan (Kyoto Human Rights Research Institute, 2013), pp. 5-9.

“Thoughts in the Order at the Time of Surrender and Occupation Control; With Special Reference to the Ministry of Foreign Affairs and Kisaburo Yokota in Early Years of the Occupation”, in: Tetsuya Sakai (ed.), Japanese Diplomacy Vol. 3: Thoughts in Diplomacy (Iwanami Shoten, 2013), pp. 203-224 (in Japanese)

“2009 Amendments to Immigration Act and ‘Transformation’ of Japanese Immigration Policy; in Lieu of Introduction to Special Feature”, Horitsu Jiho (Law Journal), Vol. 84, No. 12 (2012), pp. 4-9 (in Japanese)

“Perspectives for a Regional Human Rights Regime in East Asia; How should Asians Interpret the History of European Regional Constitutionalization”, Nagoya University Journal of Law and Politics, No. 245 (2012), pp. 299-322 (in Japanese)

“Multi-layered Fundamental Rights Protection in Integrated Europe from the Japanese Perspective: Introductory Note to Papers presented for a Symposium held in Nagoya, Japan, in November 2010” Vienna Journal on International Constitutional Law, Vol. 5, 2/2011, pp. 156-158

“Universal Periodic Review before the UN Human Rights Council”, in: Kentaro Serita and others (eds.), International Implementation of International Human Rights Law (Courses of International Human Rights Law, Vol. 4) (Shinzansha, 2011), pp. 107-127 (in Japanese)

“Individuals as Subjects of International Law; A Review of Theories during Inter-war Period from Japanese Perspective”, Journal of International Law and Diplomacy, Vol.109, No. 2 (2010), pp. 1-21 (in Japanese)

“UN Security Council’s ‘Sanctions’ against Individuals and Control over Them through Human Rights Law”, International Affairs, No. 592 (2010), pp. 5-15 (in Japanese)

“Human Rights Conditionality in the EU Eastern Enlargement Process; A Catalyst for Constitutionalization?” in: Kiichiro Yagi and Satoshi Mizobata (eds.), Melting Boundaries; Institutional Transformation in the Wider Europe (Kyoto University Press, 2008), pp. 92-104

“Human Rights Conditionality in the EU Enlargement Process; Its Contents and Functions” in: Legal and Political Aspects of the Contemporary World (Center for Asian Legal Exchange, Nagoya University, 2007), pp. 45-56

“Historical Functions of Monism with Primacy of International Law; A View Based on Japanese Experience during the Early Period of the Allied Occupation”, Japanese Annual of International Law, No.49, 2006 (2007), pp. 1-35

“International Covenants on Human Rights; Application of Human Rights Treaties under the Constitution of Japan”, Jurist, No. 1321 (2006), pp. 10-15 (in Japanese)

“Composite Function of the Human Rights Committee in the Reporting System; With Special Reference to Drafting History”, in: Nisuke Ando and others (eds.), *Challenges and Perspectives for International Organizations in 21st Century; Essays in Honour of Professor Shigeru Kozai on His 70th Birthday* (Toshindo, 2004), pp.441-462 (in Japanese)

“Status of Foreigners and their Protection by the Home States in Early Modern Europe; Introductory Note to Historical Study in the Modern System of Diplomatic Protection”, in: Haruyuki Yamate and others (eds.), *History and Current Situations of Legal Structure of the International Community (Human Rights and Peace in the International Community in 21st Century; Seeking New Developments in International Law; Essays in Memory of Professor Shigejiro Tabata, Vol. 1)*, pp. 323-356 (in Japanese)

“Normativism and the Inter-State Model in Mainstream Concepts of International Responsibility: A Critical Review of the History of Codification” *Journal of International Law and Diplomacy*, Vol.101, No.1 (2002), pp.16-38 (in Japanese)

“The Relevance of Jurisdiction to Deal with the Merits to the Power to Indicate Interim Measures: A Critique of the Recent Practice of the International Court of Justice” in: Nisuke Ando and others (eds.), *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda* (Kluwer, 2002), pp.451-462 (in Japanese)

(And more than 30 articles since 1986)

Mikhail Aleksandrovich Lebedev (Russian Federation)

Education:

- | | |
|------|--|
| 1972 | Graduated from the Moscow State Institute of International Relations (International Law Faculty) |
| 1980 | Obtained a Doctor degree in international law 1994 – Advanced training course in the Council of Europe |

Professional activities:

- | | |
|-------------|---|
| Before 1991 | Served in the headquarters of the Ministry of Foreign Affairs of the USSR/Russia and its missions abroad |
| 1991–1998 | Deputy Director, Department for International Humanitarian Cooperation and Human Rights, MFA of Russia |
| 1998–2003 | Minister-Counsellor, Embassy of the Russian Federation in Syria |
| 2003–2009 | Deputy Director, Department for Humanitarian Cooperation and Human Rights, MFA of Russia |
| 2009–2012 | Deputy Permanent Representative of the Russian Federation to the UN Office and Other International Organizations in Geneva (responsible for humanitarian and human rights issues) |

Human rights activities – national level:

- | | |
|--------------------|--|
| 1993 | Coordinator, preparatory process for the report of the Russian Federation in accordance with the International Covenant on Civil and Political Rights |
| 1994 | Coordinator, preparatory process for the report of the Russian Federation in accordance with the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights |
| 1995 | Coordinator, preparatory process for the national report of the Russian Federation to the Conference on Refugees and Migrants in the CIS and other countries concerned |
| 1997 | Coordinator, preparatory process for the report of the Russian Federation in accordance with the Convention on the Rights of the Child |
| 1992–1999 – member | Governmental Interagency Commissions on the Rights of the Child, the Status of Women and Social Issues |
| 1993–1999 – member | Board of Trustees, International Non-Governmental Association on the Protection of the Rights of Refugees and Internally Displaced Persons |

Human rights activities – international level:

Expert, member or head of national delegations to more than a hundred of sessions, conferences, workshops and other international events within the framework of the UN, Council of Europe, OSCE, CIS and other fora, including:

- | | |
|------|--|
| 1977 | UN Conference on Territorial Asylum |
| 1979 | UN Conference on Succession of States in Respect to Treaties |
| 1993 | World Conference on Human Rights (Vienna Conference) |

1994–1998	Conference, Steering Committee sessions and expert meetings on refugees and migrants in CIS and neighbor States
1995	4th World Conference on Women (Beijing Conference)
1995	Working Group of the Commission on Human Rights on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms
1993–1999, 2003–2012	Sessions of the Executive Committee and Standing Committee of the UNHCR
1997–1998	Working Group on the Elaboration of an Optional Protocol to the CRC on the Involvement of Children in Armed Conflict
1997–1999, 2003–2012	IOM Council Sessions
2003–2006	5th and 6th International Conferences on New or Restored Democracies
2003–2009	OSCE Human Dimension Implementation Meetings (Warsaw meetings)
2004–2009	Sessions of the European Committee on Migration
2004–2012	Sessions of the Global Forum on Migration and Development
2005–2009	Sessions of the Council of Europe Committee on National Minorities
2008–2010	1st–17th Rounds of Geneva Discussions on Stability and Security in Transcaucasia
2010	4th World Congress against Death Penalty
2011	European Regional Forum on Genocide Prevention
2009–2012	Sessions of the UN Human Rights Council, ILO Administrative Council, International Labour Conference, International Conference of the Red Cross and Red Crescent, WIPO Assembly, Humanitarian forum on Syria etc.

Academic background:

1985–1986	Lecturer, Diplomatic Academy and Foreign Trade Academy, USSR
from 1993	Full member of the Russian Academy of Natural Sciences (Geopolitics and Security Section)
1997	Awarded a silver medal of the International Institute of Humanitarian Law
At present	Academic advisor, Human Rights Master Program in the Russian Federation (implemented in cooperation with the OHCHR)

Author of more than 100 articles, theoretical and practical courses and other works in the field of international law, human rights and humanitarian cooperation

Spoken languages:

Russian, English, French, Arabic

Karla Hananía De Varela (El Salvador)

Education:

1965–1974	Sacred Heart School, San Salvador, El Salvador
1975–1981	Université Catholique de Louvain, Belgium
2008–2009	Universidad Centroamericana José Simeón Cañas

Titles and diplomas:

Degree in Sociology
 Master Degree in Political Science

Other studies and special trainings:

	English for Academic Purposes, Canterbury Christ Church University College, Kent, England
1997	XV Interdisciplinary Course on Human rights, Inter-American Institute of Human Rights, Costa Rica
July 2007	Special training in Social Protection. Institute of Development Studies. University of Sussex, England
January 2008	Training of Trainers on the Human Rights Based Approach in United Nations reform process, Torino, Italy

Training and courses:

1994	Seminar on Childhood and Adolescence, Bolivia, UNICEF
1996	Course on the Rights of the Child and Social Policies for Children and the Adolescence. UNICEF, San Salvador
April 1996	Regional meeting of Latin America and the Caribbean on the Impact of the Armed Conflicts on Children. Santa Fe de Bogotá, Colombia, UNICEF
1997	Seminar on Public Policies and Children, San José, Costa Rica
1999-2000	Specialized course on Rights of the Child, School of Judicial Training of El Salvador in coordination with the University of Barcelona
1996	Inter-American colloquia for Subjects of Justice and the Convention of the Rights of the Child, State of Santa Catarina, Brazil
1994	Central American Seminary on the Implementation of the Convention on the Rights of the Child, UNICEF, San Salvador
1998	Seminar Law of Juvenile Justice: Second Year of vigor, Costa Rica
November 1997	Juvenile Penal Justice: Privation of Freedom and Alternatives, UNICEF, El Salvador
2000	Seminar on Law of Juvenile Criminal Responsibility in Central America and Dominican Republic, UNICEF, Supreme Court of Justice, UNDP, Santo Domingo, Dominican Republic
1999	Seminar on Handling Emergencies from Rights Based Approach, UNICEF, Havana, Cuba

Languages:

Spanish

English

French

Employment:

United Nations Development Program (UNDP. El Salvador), 1983-1984

Project: Planning and Administration Development

Position: National Consultant

Description: This project was developed by the Ministry of Planning and Coordination of the Economic and Social Development, (MIPLAN). It was involved to the analysis, identification and pursuit of social projects.

With the Government and UNDP support, the project was extended for a further year focused fundamentally in the areas of health and environment.

This project resulted in the analyses of health and the environment, which provided the information for the Development Plan of Government 1984-1989.

Ministry of Planning and Coordination of Economic and Social Development El Salvador, 1984-1986

Position: Technical adviser in Social Projects II

Description: Formulation and focused pursuit of plans and strategic programs for the population displaced by the armed conflict.

Support to Economic Advise Group (GAE) in the creation of development plans and analysis of current social, economic and political activities.

Salvadoran Foundation for Social and Economic Development, Fusades, 1986-1991

Position: Assistant to the Social Area within the Department of Economic and Social Studies. (1986-1988)

Description: The main function consisted of the systematic analysis of social development in El Salvador.

Publication of working papers in the monthly bulletin of the foundation and distributed to the different social sectors.

Presentations of social themes to different groups of the Government and private sector as well as to other national sectors.

Participation in the coordination of activities with the Economic Area of the Department of Economic and Social Studies.

Attendance at seminars related to the subject of social development.

In 1988 and 1989, the work was centred on the design of a social strategy presented to the new government (1989-1994).

Part of the group of permanent advisers to different governmental authorities for development of key areas of strategy.

Draft reports on social strategy. A strategy of communication to public institutions was developed.

Follow up to the implementation of the proposed social strategy, through specific evaluations in close coordination with the Economic Area of the Department of Economic and Social Studies.

In that context, the priority was the analysis of the health sector in order to establish cooperation between the authorities and technical personnel of the Ministry of Public Health and Social Attendance.

Social and Economic Advisory Group (Gaes) of the Ministry of Planning and Coordination of Economic and Social Development, February-July 1991

Position: Consultant for the strengthening of international cooperation in the Ministry of Public Health and Social Attendance

Description: Preparation of a proposal for the restructure of the Unit of International Cooperation.

Assessment of the international aid granted to this governmental sector.

Technical Unit of the Program of National Reconstruction. Ministry of Planning and Coordination of Economic and Social Development El Salvador, August 1991

Position: National Consultant

Description: Collaboration in designing and writing the first draft paper of the "Program of National Reconstruction".

Vice-ministry of Planning Coordination of Economic and Social Development, September-October 1991

Position: Adviser to the Vice-minister of Planning for evaluating and following up the social tasks of the Government and the performance of the Social Development Committee of Ministers

Description: Evaluation and follow up of the recommendations reached in the Social Development Committee of Ministers of the Government of El Salvador (The Social Cabinet).

Economic and Social Advisory Group (Gaes), of the Ministry of Planning and Coordination of Economic and Social Development, November-December 1991

Position: Consultant for the formulation and of the National Plan on the Human Development, Childhood and Youth. (GOES-UNICEF)

Description: Jointly responsible for preparation of the National Plan of Action for Childhood and the Plan of National Action on Human Development, Childhood and Youth. The latter plan was presented by the Government to XI Central American Presidential Summit in Honduras December 1991.

Participation in the analysis of the documentation, drawing up of papers, sessions of discussion of both plans and contribution in the writing of preliminary versions and final draft.

United Nations Children 'S Fund (UNICEF), El Salvador 1992

Position: UNICEF consultant

Description: Coordinator of the Projects “Introduction of the Rights of the Child in the curriculum of the Ministry of Education”; and “Children Affected by the Armed Conflict.”

UNICEF, El Salvador 1993

Position: Consultant (Programme coordinator)

Description: Person in charge of the Program “Minors in Specially Difficult Circumstances.

Handling funds, drawing up of donors’ reports, coordination and supervision of activities, meetings of regional coordination with personnel of UNICEF in charge of similar programs in Central America.

Coordinator for the UNICEF Programme of Accident Prevention by Mines and Explosive Devices, and UNICEF representative in the Coordination Committee of Accident Preventions by landmines and Explosive Devices. (Armed Forces, FMLN and ONUSAL)

UNICEF person in charge of the process of landmine-clearing of El Salvador during period 1993- 1995.

The consensus process that made possible the success of the project of mine-clearing and the support of UNICEF has been shown in different national and international forums, as one of the most successful experiences of the process of peace consolidation (after the Peace Accords in 1992).

One of those events was the Regional Consultancy on Childhood and Armed Conflicts prepared by the Special Delegate of the Secretary General of United Nations Mrs. Graca Machell. Santa Fe de Bogotá. Colombia. 1996. Acted as special envoy of UNICEF, to advise the members of the Committee during the event, support them in the presentation of the experience, and also to participate directly in the work sessions.

Coordinator and person in charge of the campaign “Tell me if you are with me” (in favor of the Salvadorean childhood) developed during the presidential electoral campaign of 1994.

Person in charge of the project “Childhood in Armed Conflict and Working Children”

Person in charge of the execution of Agreement between international Development Bank (IDB) and UNICEF for the area of Children in Specially Difficult Circumstances. It included the institutional strengthening of the Salvadorean Institute of Protection to the Child (ISPM), created in 1993.

UNICEF, El Salvador 1994-1997

Position: Consultant (Programme Coordinator)

Description: Person in charge of the Programme of Childhood in Specially Difficult Circumstances. Supervision of personnel, elaboration of reports to donors, coordination of activities within des projects, coordination with other programmes.

My duties were to carry out all functions detailed in my previous positions. Additionally, I was on charge of management of the following projects within the program:

- “Youth and Violence”, in which private sector, religious and governmental organizations and institutions participated with the theme of young people in social exclusion;
- “Municipal Councils for Child Rights of the Ombudsman for the Human rights”;
- “Working Children”.

Follow-up and supervision of the following research:

- Working Children and Education in El Salvador, 1998;
- New Juvenile Penal Justice, the Experience of El Salvador, 1999;
- The Phenomenon of Gangs in El Salvador, 1998.

Drawing up of draft projects to be presented to the international donor community and approval of the Project of “Support to the Rights of the Child”, supported by the Agency of Swedish Cooperation for Development - ASDI)

Support to the institutional strengthening of the Salvadorean Institute of Protection of Children – ISPM

The Program “Youth and Violence”, laid the foundations for further development of a strategy dealing with the subject of the youthful gangs in El Salvador. Also the mentioned programme helped the design of the programme “Towards a System of Juvenile Justice”

UNICEF, El Salvador 1998-2000.

Position: Child Rights Officer

Description: To represent the Organization in public events; to communicate with the press upon instructions given by the UNICEF Representative office; to deliver information to donors; administrative, technical and financial handling of the programme, permanent working groups, training and knowledge transmission abilities, supervision of personnel, personal initiative and accountability, technical support to other country offices in the area.

Coordinated the following:

- Programme “Towards a System of Juvenile Justice” (interinstitutional and multidisciplinary program), in which the justice sector, as well as civil society organizations at national and municipal level participated;
- Project of the “Municipal Councils for Child Rights of the Ombudsman for the Human Rights.”;
- Project “Widening Frontiers in the Search of Children (boys and girls) who disappeared During the Armed Conflict”.

The Child Rights officer functions included the preparations of draft internal UNICEF documents, annual reports, semester evaluations as well as the delivery and to distribution of public statements, conferences and presentations on subjects relating to the childhood, their rights and development.

To coordinate and follow-up the project of United Nations Volunteers for the implementation of the UN Convention on the Rights of the Child.

Volunteer’s supervision located in key areas of the Child Rights Programme:

- To train personnel of the different institutional and organizations acting as project counterparts and domestic nongovernmental organizations on the subject of the rights of the child and the Convention on the Rights of the Child;
- To attend international events, to render information and follow-up the implantation of reached agreements;
- To coordinate the work of UNICEF with technical cooperation agencies, programmes, funds, and international financial organizations;
- To analyze UNICEF and UN System documents written in English and French.

UNICEF, El Salvador 2001

Position: Child Rights Officer

Description: To represent the Organization in public events; to communicate with the press upon instructions given by the UNICEF Representative office; to deliver information to donors; administrative, technical and financial handling of the programme, permanent working groups, training and knowledge transmission abilities, supervision of personnel, personal initiative and accountability, support to others country office in the region.

Coordinate the following:

- Responsible for the psychosocial rehabilitation programme and the special protection programme in the framework of the emergencies due to the earthquakes;
- Coordination and supervision of UN volunteers work in the framework of the emergency programme;
- Programme “Towards a System of Juvenile Justice”;
- Project of the “Municipal Councils for Child Rights of the Ombudsman for the Human Rights.”;
- Project “Widening Frontiers in the Search of Children (boys and girls) who disappeared During the Armed Conflict”.

UNICEF, El Salvador 2002-2006

Position: Child Rights Officer

Description: To represent the Organization in public events; to communicate with the press upon instructions given by the UNICEF Representative office; to deliver information to donors; administrative, technical and financial handling of the programme, permanent working groups, training and knowledge transmission abilities, supervision of personnel, personal initiative and accountability, support to others country offices in the region.

Responsible for the following programmes and projects: Sexual Exploitation and Abuse, Youth Participation, Juvenile Justice, Prevention of Violence, Legislation and Institutional reform, right to identity.

Technical support to others country offices in the area

Coordination with UNDP and other UN agencies in issues of violence prevention projects

UNICEF, El Salvador 2008-2010

Position: Public Policy and Child Protection Specialist

Description: To represent the Organization in public events; to communicate with the press upon instructions given by the UNICEF Representative office; to deliver information to donors; administrative, technical and financial handling of the programme, permanent working groups, training and knowledge transmission abilities, supervision of personnel, personal initiative and accountability, support to others country offices in the region.

Responsible for the following projects and process:

- Child victims (Sexual Exploitation, trafficking, child pornography and abuse)
- Legal reform
- Institutional strengthening

- Social mobilization and education
- Victims' social reinsertion

Supervision and Coordination of the following publications:

- Preguntas más frecuentes en la intervención policial con víctimas menores de edad;
- Protocolo de uso de las Cámaras Gessell;
- Los 25 fallos de la Sala de lo Penal;
- Los delitos de explotación sexual comercial contra niñas, niños y adolescentes en la legislación salvadoreña;
- Guía de procedimientos policiales con niñez víctima de agresión sexual y explotación sexual;
- Children and migration;
- Coordination and supervision of the research: Childhood and migration (Ministry of Foreign Affairs, IOM, UNFPA and UNICEF);
- Juvenile Justice;
- Youth National Policy;
- Prevention of use of small arms;
- Responsible for the elaboration and follow up of the Committee on the Rights of the Child;
- Advocacy and social mobilization;
- Responsible for the psychosocial and protection component of the emergency programme;
- Right to identity;
- Support of the Public Security Policies related to violence prevention and training process of the personnel of The National Police in issues related to child and youth.

International consultancies:

2011-2012

Regional Mapping of the roles, functions and institutional settings of “Child Rights Observatories” in Latin America and the Caribbean.

Contractor: UNICEF Regional Office for Latin America and the Caribbean TACRO, October - November 2011.

Impact Evaluation of the regional project “Una Estrategia para Combatir el Abuso, la Explotación y la Trata de Niñas, Niños y Adolescentes en el Istmo Centroamericano”

Contractor: UNICEF Regional Office for Latin America and the Caribbean. TACRO, March-April 2012

2013

Child Protection Specialist

UNICEF Regional Office for Latin America and the Caribbean, TACRO. Panamá, September 2012 to April 2013.

Published works:

“Social Diagnosis, Present Situation of the Basic Needs in El Salvador”, FUSADES, 1987.

“Health Services in El Salvador. A Shared Responsibility”, FUSADES, 1988.

“The Salvadorean Family. Anthropology and Social Analysis”, FUSADES, 1989.

“Analysis of the External Cooperation for the Ministry of Public Health and Social Attendance. Fifth Year Plan 1985-1989”, FUSADES, 1990, San Salvador.

Researchers in bulletins and other publications of the Department of Economic and Social Studies of FUSADES.

“Children and Peace”, published by the Supreme Court of Justice, El Salvador, 2000.

“The Town of Gotera in the Dawn of Century XXI”, Magazine Judicial Forum, FESPAD, February 1999 # 43, San Salvador.

“Youthful Delinquency and Citizenship Security. Reflections on the Light of the Salvadoran Experience”, Magazine Childhood, Adolescence and Justice, First number, San Salvador, 1999.

“Violence and young people: A lesson learned”, Magazine Municipal Projection, COMURES, San Salvador, 1999.

University of El Salvador, Faculty of Medicine, El Salvador 1999.

“Comments to the process of the Legislative Reform in El Salvador”, document published in the book “Childhood, Law and Democracy in Latin America”, UNICEF 1999.

“The Human Rights of the Childhood and the Building of a New Society”, Magazine CHIQUITINES, Year 1, No.3, October-December, San Salvador.

“The Children, Their Rights, Responsibilities. Our Roles as Parents in the Transfer of Values”, Magazine CHIQUITINES, Year 2000, San Salvador.

Responsible and coordination of the following publications:

“The New Laws of Juvenile Criminal responsibility and their Relationship with the Social Violence and Gender”. Conference delivered in the International Encounter: Youth, Social Conflict and New Scenes of Violence. Ibero-American Organization of Youth. Cartagena de Indias. Colombia 16 to 19 of July of the 2001. - The Academic Investigation in Juvenile Penal Justice.

“The Academic Investigation in Juvenile Penal Justice”. Conference delivered in the I Forum on Juvenile Justice. Supreme Court of Justice. UNICEF. El Salvador, August 2001.

“The Phenomenon of Commercial and Sexual Exploitation of children and Adolescents within the framework of the Integral Protection of the Rights of the Childhood.” Conference delivered in the National Forum against Commercial the Sexual Exploitation of Children in El Salvador, ISPM-UNICEF, September 2001.

Coordinator and supervisor of the following studies supported by UNICEF:

“The Phenomenon of Gangs in El Salvador. “Series Adolescence”. UNICEF- FLACSO. 1998.

“The New Juvenile Penal Justice: The Experience of El Salvador.” UNICEF-FESPAD-PDDH-ISPM-Ministry of Justice Supreme Court of the Justice-UNDP, 1998.

“Working children and Education in El Salvador”. UNICEF-ISPM, 1998.

Situation of the Rights of the Child: Ten years after the Convention on the Rights of the Child, UNICEF 2000.

“Human rights of the Childhood: The Pending Task”, UNICEF.IDHUCA- UTE, 2000.

“Juvenile Penal Justice of El Salvador on Debate”, UNICEF-UTE, 2001.

Press articles:

“Mitch, the Face of Poverty”: La Prensa Grafica, November 30 1998.

“Childhood in Risk in the Country of Incoherences”, El Diario de Hoy, Septiembre 3, San Salvador, 1999.

Personal references:

Nadine Perrault, UNICEF Regional Adviser for Child Protection, UNICEF Regional Office for Latin America and the Caribbean, Panamá.

Aida Oliver, UNICEF Regional Adviser for Monitoring and Evaluation, UNICEF Regional Office for Latin America and the Caribbean, Panamá.

H.E. Victoria Marina de Avilés, Ambassador of El Salvador in Geneva, Switzerland.

Jean Ziegler (Switzerland)

[Original: French]

Etudes :

Ecoles primaires à Thoune.

Gymnase de Berne.

Etudes universitaires aux universités de Berne, Genève, Paris et à la Columbia University, New York, de droit, de sociologie, d'économie publique et de science politique.

Licence en droit, licence en science politique.

Doctorat en droit, doctorat en sociologie.

Brevet d'avocat au barreau de Genève.

Carrière académique :

Professeur à l'Institut d'études politiques de l'Université de Grenoble.

Professeur à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève.

Professeur ordinaire à l'Université de Genève, Département de sociologie.

Directeur du Laboratoire de sociologie des sociétés du Tiers-monde, Université de Genève.

Professeur associé à l'Université de Paris I - Sorbonne.

Distinctions académiques :

Docteur Honoris Causa, Université de Paris VIII.

Docteur Honoris Causa, Université de Liège, Belgique.

Docteur Honoris Causa, Université de Mons, Belgique.

Docteur Honoris Causa, Université des Savoies.

Prix littéraire international des droits de l'homme, Paris, 2009.

Chevalier de l'Ordre national des Arts et des Lettres de la République française.

Médaille d'or du Président de la République italienne.

Ordre national Amílcar Cabral, premier degré, République du Cap Vert.

Médaille d'honneur du Président de la République d'Algérie.

Président honoraire de la Presse Emblème Campagne.

Mandats politiques :

Conseiller national (député) de Genève au Parlement fédéral jusqu'en 1999.

Président du Groupe parlementaire Suisse-Tiers-Monde.

Membre des Commissions des affaires étrangères, de la science et du commerce extérieur.

Membre du Conseil exécutif de l'Internationale socialiste.

Mandat international :

Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour le droit à l'alimentation (2000-2008)

Membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2008-2012 ; 2013-2016)

Langues parlées et écrites :

Français, allemand, anglais, espagnol, portugais.

Livres parus les plus récents (et traduits dans les principales langues) :

La Victoire des vaincus, oppression et résistance culturelle, Seuil, coll. « L'histoire immédiate », 1988, nouvelle édition revue et augmentée, coll. « Points », 1991.

La Suisse, l'or et les morts, Seuil, 1997, coll. « Points », 1998.

Les Seigneurs du crime, les nouvelles mafias contre la démocratie, Seuil, 1998, coll. « Points », 1999.

La Faim dans le monde racontée à mon fils, Seuil, 1999.

Le Droit à l'alimentation, Editions Mille et une nuits, 2003.

Les Nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent, Editions Fayard, 2002, coll. « Points », 2004.

L'Empire de la honte, Editions Fayard, 2005, Editions Livre de Poche, 2008.

La Haine de l'Occident, Editions Albin Michel, 2008.

Destruction massive. Géopolitique de la faim, Le Seuil, 2011.
